

## Bureau du 3 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le trois septembre à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

### Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente  
THOMAS Gil, 1<sup>er</sup> Vice-président  
CHESSEL Pascal, 3<sup>ème</sup> Vice-président  
BERTHIER Marie-Pierre, 4<sup>ème</sup> Vice-présidente  
DEAGE Joseph, 5<sup>ème</sup> Vice-présidente  
DENNE Jean-Claude  
COLOMER Gérard

### Absents/excusés :

MUTILLOD Christophe, 2<sup>ème</sup> Vice-président  
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération  
LEI Josiane, Présidente CCPEVA  
TRABICHET Yannick, Présidente CCHC

Secrétaire de séance : Gil THOMAS  
Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués  
Date de convocation : 27 août 2025

Point n°4 – Avis sur le projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) de la CCPEVA

### **Préambule :**

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), créé le 25 avril 2003, a pour compétence la conception, le pilotage et la coordination des actions tendant à l'aménagement et au développement du Chablais. Le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a été arrêté par le Préfet le 18 septembre 2003. Le SCoT du Chablais a été approuvé le 30 janvier 2020.

Ce document a pour objectif de permettre aux communes du Chablais de mettre en cohérence, dans le respect du principe de subsidiarité, leurs politiques dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat, des équipements, des déplacements et de l'environnement.

### **Objet :**

Le SIAC est consulté dans le cadre de l'arrêt du projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) de la CCPEVA afin de faire part à l'intercommunalité des éventuelles observations vis-à-vis du SCoT du Chablais.

### **Monsieur Joseph Déage, Vice-Président du SIAC expose :**

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.131-1 et suivants relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale, et L.581-14 et suivants relatifs à la réglementation locale de la publicité ;

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 ;

Vu la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi ENE) ;

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 dite « Climat et Résilience » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2003 fixant le périmètre du SCoT ;

Vu la délibération du Comité syndical du SIAC du 30 janvier 2020 approuvant le SCoT du Chablais ;

Vu la délibération du Comité Syndical du 26 août 2020 donnant délégation au Bureau Syndical pour les avis sur les documents locaux relatifs à la publicité ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes Pays d'Évian Vallée d'Abondance en date du 24 juin 2025 arrêtant le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) ;

Vu les pièces constitutives du projet de RLPi : le rapport de présentation, la partie réglementaire et les annexes cartographiques ;

**Considérant** que le RLPi de la CCPEVA a pour objet d'encadrer l'affichage publicitaire, les enseignes et les préenseignes sur l'ensemble de son territoire, dans une perspective de protection du cadre de vie, des paysages et de la sobriété énergétique ;

**Considérant sur la démarche d'élaboration et le périmètre du RLPi :**

- que le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal de la CCPEVA prescrit en avril 2022 et arrêté le 24 juin 2025, couvre l'ensemble des 22 communes de l'intercommunalité, et répond aux objectifs de modernisation et d'adaptation des règles locales d'affichage à la réglementation nationale (lois ENE et Climat et Résilience) ;
- que ce document constitue une démarche cohérente à l'échelle intercommunale, conformément aux recommandations du SCoT du Chablais, qui promeut une gouvernance partagée et des outils de planification harmonisés entre collectivités ;

**Considérant sur la préservation des paysages, du patrimoine et des milieux sensibles :**

- que le SCoT du Chablais identifie les paysages comme éléments structurants du cadre de vie et prévoit, dans son DOO, des prescriptions relatives à la protection des unités paysagères, des sites classés et inscrits, des fronts lacustres, des perspectives emblématiques et des séquences d'entrée de ville ;
- que le projet de RLPi intègre ces enjeux à travers un diagnostic paysager complet, une lecture différenciée des entités paysagères du territoire et des règles interdisant l'affichage dans les secteurs les plus sensibles (sites classés, zones Natura 2000, monuments historiques, etc.) ;

**Considérant sur la limitation des nuisances lumineuses et la transition énergétique :**

- que le SCoT engage le territoire dans une logique de sobriété énergétique et de lutte contre les nuisances lumineuses, en particulier à travers la préservation d'une trame noire et l'encadrement des dispositifs lumineux ;
- que le projet de RLPi prévoit des prescriptions précises en ce sens, notamment l'extinction obligatoire des dispositifs lumineux entre 23h et 6h, la limitation de la température de couleur à 3000 kelvins, l'interdiction des dispositifs numériques hors zones d'activités, ainsi que l'exclusion de dispositifs lumineux intrusifs tels que les lasers ou canons à lumière ;

**Considérant sur la valorisation des centralités et la lisibilité urbaine :**

- que le SCoT du Chablais affirme l'objectif de conforter les centralités et les polarités commerciales, et appelle à un encadrement des dispositifs publicitaires dans les centres-bourgs pour préserver l'identité bâtie et éviter la surcharge visuelle ;
- que le projet de RLPi définit des règles adaptées aux différents contextes urbains, en limitant le nombre, la surface et l'implantation des enseignes selon la typologie des bâtiments, en interdisant

notamment les enseignes sur toiture ou éléments décoratifs, et les prescriptions applicables aux centres urbains et aux zones d'activités ;

**Considérant sur la protection des entrées de ville et des axes structurants :**

- que le DOO du SCoT fixe comme orientation de préserver les séquences paysagères des entrées de ville et des grands axes de circulation (notamment les RD 1005 et D22), et de limiter la densité des dispositifs dans ces secteurs pour maintenir une transition qualitative entre les espaces naturels et les espaces urbanisés ;
- que le RLPi répond à cette exigence en analysant précisément les perceptions le long de ces axes, en limitant la densité d'implantation à un dispositif tous les 80 mètres, et en n'instaurant aucune zone de publicité élargie sur le territoire ;

**Considérant sur la cohérence d'ensemble et la compatibilité réglementaire :**

- que le projet de RLPi constitue un document de planification locale conforme au cadre réglementaire national et intercommunal, qu'il s'intègre aux documents d'urbanisme communaux, et qu'il décline les grandes orientations du SCoT du Chablais sans en contredire les prescriptions ;
- que l'analyse réalisée dans le cadre de la consultation pour avis des personnes publiques associées, conclut à la compatibilité du projet de RLPi avec les objectifs et les orientations du SCoT du Chablais, et qu'il constitue un outil opérationnel de mise en œuvre territorialisée des principes portés par le document stratégique.

**Considérant ainsi** que cette analyse a conclu à la compatibilité du projet de RLPi avec les objectifs et prescriptions du SCoT du Chablais, et qu'il participe à leur mise en œuvre à l'échelle locale ;

**A l'unanimité des membres présents, le Bureau Syndical du SIAC dans la limite de ses compétences et après avoir pris connaissance des éléments constitutifs du projet de révision du PLU de Publier, émet un avis favorable** au projet de Règlement Local de Publicité intercommunal de la Communauté de communes Pays d'Évian Vallée d'Abondance, tel qu'arrêté le 24 juin 2025, au regard de sa compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale du Chablais.

Le secrétaire de séance,

  
Gil THOMAS



**Acte certifié exécutoire après télétransmission le     /     /2025 et affichage le     /     /2025**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.*